

Ce CEE "nouvelle mouture" était important à plus d'un point notamment parce qu'un nouveau secrétaire devait y être élu et surtout parce que ce nouveau CEE entérinait définitivement la fusion des instances consultatives de GAZ de France et SUEZ, par la fin des deux anciens organismes, l'IED de SUEZ et le CEE de Gaz de France.

Dans ces conditions, tout était réuni pour que dans le fonctionnement de cette instance une nouvelle dynamique souffle. Bien sûr, il faut remercier les anciens secrétaires et anciens membres du CEE pour leur travail, en commençant par le chantier de la fusion et le combat mené pour les garanties sociales des salariés.

Chaque jour nous apporte la preuve que nous avons raison de le mener.

Ordre du Jour

- 1) Le 13 Octobre, préparatoire et élections du Secrétaire du CEE et des Secrétaires Adjoints.
- 2) Présentation des activités de GDF SUEZ en Italie
- 3) Information et échanges sur la situation générale du Groupe GDF SUEZ, ses résultats, sa stratégie, et ses perspectives.
- 4) Information et consultation sur la politique de mobilité professionnelle de GDF SUEZ
- 5) Echanges avec le Président
- 6) Synthèses et conclusions de la réunion par Gérard MESTRALLET
- 7) Débriefing les 15 et 16 octobre 2009 et mise en place des différentes commissions métiers et sociales.

Elections du Secrétaire

Trois candidats se présentaient :

→ L'ancienne secrétaire du CEE Gaz de France : Martine Feuillerat

→ Un représentant de la Belgique : Robert Van Passen d'Electrabel

→ Un représentant de Force Ouvrière : Gilles Oliver représentant l'USPI

Après un premier tour qualificatif, restaient en liste, Martine Feuillerat et **Robert Van Passen**, ce dernier sera élu au finish avec 28 voix.

FO Energie et Mines félicite l'heureux élu. Il lui reste le plus dur à faire, c'est-à-dire faire vivre ce CEE et résister aux pressions de la Direction et des diverses Organisations syndicales et collègues des pays étrangers. La tâche ne sera pas facile.

Il a été procédé à l'élection des secrétaires adjoints :

Pour les étrangers :

Stephano Bassi (Italie), Jordi Requena (Espagne), Janusz Niezgoda (Pologne), Henk Hummelman (Hollande), Ewald Hantz (Allemagne), Leslie Manfield (GB), Constant Konbounis (Belgique), Daniel Glevan (Roumanie).

Pour les français :

Philippe Taurines (FO Energie et Mines), Robert Textoris (CGT), Bernard Larribaud (CFDT), Jacky Rouchouse (CFTC), Guy Masmonteil (CFE).

Ces formalités étant remplies, il nous restait à accueillir le Président MESTRALLET pour aborder les sujets à l'ordre du jour.

Signal fort donné à Gérard MESTRALLET, l'ensemble des Secrétaires Adjoints se trouvait aux côtés du nouveau Secrétaire marquant ainsi l'esprit d'équipe qui devrait animer la vie du nouveau CEE.

Présentation des activités de GDF SUEZ en Italie

Les activités Italie étaient présentées par Monsieur FERRARI, un bilan plutôt positif sous réserve d'une issue favorable des démarches entreprises par le Groupe avec la Sté ACEA.

Un petit bémol pour FO, l'absence de documents en support de la présentation ce qui est préjudiciable à la bonne compréhension des dossiers et notamment d'un dossier aussi complexe que celui-ci.

Le Président MESTRALLET devait, dans la foulée, donner une conférence auprès de la presse Italienne et romaine sur notre stratégie en Italie.

Gérard MESTRALLET, libéré de ses obligations médiatiques, revenait parmi nous pour engager les débats sur l'avenir du groupe et sa stratégie.

Information et échanges sur la situation générale du Groupe

Au premier plan des sujets, la Belgique et les relations que nous avons en ce moment avec le gouvernement belge. La question étant, la Belgique veut-elle encore de GDF SUEZ ?

La taxe carbone a été également abordée et notamment la différence de traitement entre EDF et GDF SUEZ.

Pour exemple, la non taxation des moyens de production de pointe (centrales au fioul et centrales à charbon). On sait aujourd'hui qu'EDF fait face à des problèmes de disponibilité de ses installations et que les moyens de production non nucléaires vont être utilisés en substitution au nucléaire non disponible.

Alors pourquoi deux poids deux mesures ?

On sait également la difficulté que nous rencontrons pour construire un cycle combiné faiblement émetteur de CO2 et le refus des communes où même un champ éolien présente, selon elles, une nuisance pour leurs administrés.

Une chose est sûre, c'est 7 % que les clients devront payer en plus sur leur facture de gaz, alors que la réciprocité n'existera pas pour l'électricité. Le signal "prix" voulu par le gouvernement va être très clairement compris par les consommateurs !

Vous avez dit "concurrence" ?

Pour FO Energie et Mines, les règles du jeu commencent à être sérieusement détournées.

Pour nous, le point de rupture de ces distorsions de concurrence risque, à très court terme, de toucher les salariés du groupe.

Nous sommes donc très attentifs.

Le dossier mobilité groupe :

Une résolution a été votée à l'unanimité refusant que le dossier soit présenté pour avis et un groupe spécial de travail étudiera très vite le fond du dossier.

Pour FO Energie et Mines, nous considérons que les impacts ne sont pas neutres pour le personnel français et étranger. C'est pourquoi, d'entrée de séance, nous avons demandé le retrait du dossier pour avis.

Ce que FO a obtenu à l'unanimité.

Le Président a évoqué sa volonté d'établir une charte éthique et des valeurs.

Pour FO, nous considérons qu'il est plus engageant pour l'Entreprise de signer un accord "Responsabilité sociale d'Entreprise" que de définir une charte qui peut rester infructueuse dans son application. Souvent par un manque de volonté !

Concernant le pouvoir d'achat, Gérard MESTRALLET a déclaré que ce dernier était plutôt en progression.

Nous considérons à FO Energie et Mines que cette approche Groupe masque une réalité, celle des inégalités notamment sur le périmètre France.

Bref, le compte n'y est toujours pas !

Sur la nomination d'Henri PROGLIO à la tête d'EDF et les éventuels rapprochements avec VEOLIA, le Président a indiqué que même si l'Entreprise n'a pas à commenter le choix de l'actionnaire majoritaire (l'Etat), il attendait de pied ferme ceux qui viendraient lui parler de la concurrence parce que nous avons un pacte d'actionnaires forts dans SUEZ Environnement.

Un dossier qui chatouille le Président.

Enfin, Gérard MESTRALLET a rappelé que le Groupe recruterait d'ici 2015 environ 10 000 personnes.

Sur le stress au travail, le Président donnera des réponses à la Ministre Mme LAGARDE et le Groupe s'engagera dans des négociations conformément aux préconisations de Xavier DARCOS qui souhaite cela avant fin mars.

Cette actualité vient nous percuter au plus près car malheureusement un de nos collègues vient de se suicider dernièrement. Même si la cause du suicide ne peut être liée pour le moment au contexte professionnel, nous devons être à l'écoute et en réaction. Les organisations syndicales ont déclenché les comités de prévention et d'analyses ad hoc.

Nous devons rester vigilants, car cela n'arrive pas qu'aux autres Entreprises. Nous pensons qu'aujourd'hui beaucoup de services sont en souffrance.

C'est pourquoi, FO Energie et Mines exige la mise en place rapide de l'observatoire de la fusion.

Le Président a conclu les débats et nous avons poursuivi nos travaux par la mise en place des commissions :

Emploi, formation, diversité Ega/Pro
Santé, sécurité, prévention des risques professionnels
Garanties sociales et reporting social

Commission métiers :

Energie Europe
Environnement
Energies et services

Fin du CEE le 16 octobre 2009

Construisons
notre avenir

www.fnem-fo.org